État actuel du développement régional

Quarante pour cent de la population vit avec moins d'un dollar par jour

L'Afrique subsaharienne (hors le Soudan, qui appartient au Moyen-Orient) est un vaste territoire qui s'étend sur 21,25 millions de km². Elle se caractérise par un climat et des paysages extrêmement variés, allant des régions arides du désert aux zones chaudes et humides de la forêt tropicale. Elle abrite plus de 600 millions d'individus répartis dans 47 pays.

Bien que la plupart des pays africains aient obtenu leur indépendance au cours des années 1960, nombre d'entre eux, influencés par leur passé colonial, ont hérité d'une structure économique fondée sur la monoculture de quelques produits primaires. Ces systèmes économiques sont à la merci de la sécheresse et d'autres catastrophes naturelles, ainsi que des fluctuations des cours mondiaux des matières premières.

L'accès limité à l'éducation a par ailleurs freiné le développement de ces nations en affaiblissant leurs ressources humaines, et leur développement socioéconomique a pâti des nombreuses difficultés auxquelles elles ont dû faire face après leur accès à l'indépendance.

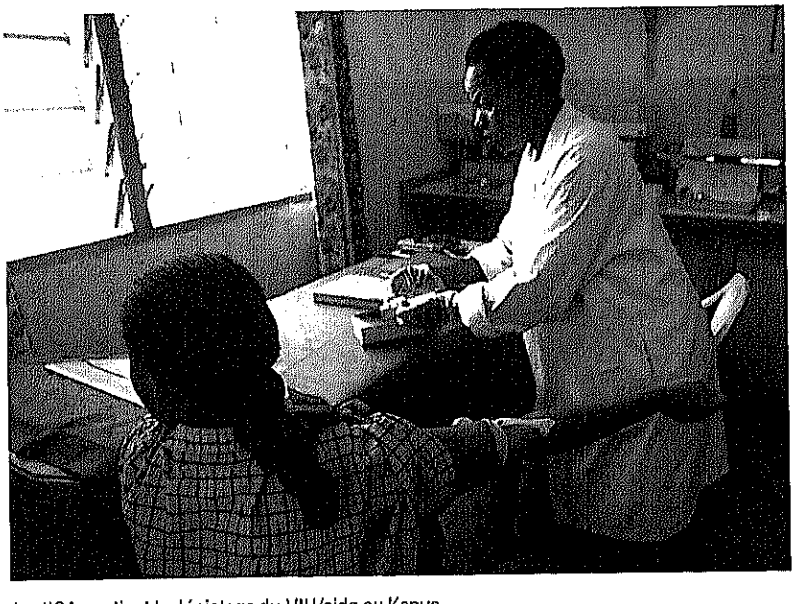
Durant la décennie 1960, ces pays ont atteint un taux de croissance satisfaisant dans un environnement économique caractérisé par la stabilité des cours des produits primaires à l'exportation. La tendance est toutefois à la stagnation depuis les années 1970 en raison de plusieurs facteurs : la chute des cours des produits de base ; l'échec des politiques économiques ; l'instabilité des régimes politiques ; la sécheresse, les inondations et la gravité des changements climatiques ; les conflits régionaux et les guerres civiles. Depuis les années 1980, la dette extérieure d'un grand nombre de ces États a pris des proportions gigantesques. Les gouvernements de ces pays manquent depuis lors régulièrement de fonds non seulement pour le développement (et les nouveaux investissements), mais aussi pour le financement des coûts renouvelables nécessaires à la fourniture des services sociaux de base.

Suite à la stagnation, voire au déclin, de la production économique et à l'aggravation de la dette extérieure, l'Afrique est dans une situation dramatique avec 34 des 49 pays les moins avancés* (PMA) de la planète. Environ 40 % de la population vit sous le seuil absolu de pauvreté, avec moins d'un dollar par jour. Parallèlement, de nouvelles difficultés, telles que les maladies infectieuses (VIH/sida, paludisme, tuberculose, etc.) et la marginalisation dans l'économie mondiale en termes d'investissements, de commerce et de systèmes d'information, contribuent à l'aggravation de la pauvreté en Afrique.

L'appui à l'Afrique dans une période de transition

Depuis les années 1990, l'Afrique opère une transition sur les plans politique, économique et social.

Sur le plan politique, beaucoup de pays sont passés au multipartisme, et la démocratisation progresse dans certains d'entre eux : le Sénégal (en 2000) et le Kenya (en 2002) ont réussi une alternance politique sans heurt. Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), une initiative de développement qui insiste sur l'appropriation par les pays africains, est assorti d'un mécanisme d'évalua-



La JICA soutient le dépistage du VIH/sida au Kenya.

tion des pairs africains (MEPA). Ce mécanisme, qui permet une surveillance mutuelle du processus démocratique par les différents pays, a été très bien accueilli par la communauté internationale. Quoi qu'il en soit, les conflits qui ont ravagé 19 pays depuis les années 1990 ont chassé de chez eux quatre millions d'individus, soit le tiers des réfugiés de la planète. Si l'on part du principe que la paix et la bonne gestion des affaires publiques* sont des conditions préalables au développement, il est essentiel de conforter les initiatives novatrices des Africains autour de ces deux axes.

Face aux difficultés économiques et financières mentionnées plus haut, de nombreux pays s'efforcent de changer de politiques depuis la fin des années 1980 : ils ont entrepris de basculer d'un système dirigiste classique vers un modèle affirmant la primauté du marché, dans le but de libéraliser leur économie et de rétablir l'équilibre de leurs finances publiques et de leur balance des paiements. Après l'évolution des années 1990, il convient de consolider les bases de politiques économiques favorisant les mécanismes de marché tout en prenant en compte les besoins des plus pauvres (restructuration de services publics tels que la santé et l'éducation, et diversification du développement économique.

Sur le Terrain

● Kenya

Renforcement de l'enseignement des sciences et des mathématiques dans le secondaire

Extension du mouvement de réforme de l'enseignement en Afrique

Projet de coopération technique

Formation centrée sur l'élève

Si le Kenya entend achever son industrialisation d'ici 2020, le niveau d'instruction général des élèves du primaire et du secondaire amenés à jouer un rôle clé dans la réalisation de cet objectif laisse toutefois à désirer, surtout dans des disciplines telles que les sciences et les mathématiques. Partant de ce constat, la JICA y a détaché des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) afin d'améliorer l'enseignement des sciences et des mathématiques, et en juillet 1998, elle a lancé son projet de renforcement de l'enseignement des sciences et des mathématiques dans le secondaire (SMASSE).

Dans neuf des 70 départements que compte le Kenya, un système a été mis en place (aux niveaux central et régional) pour permettre aux professeurs de sciences et de mathématiques du secondaire de perfectionner leurs connaissances. Ce système s'appuie sur une réforme de l'enseignement qui prône l'adoption de principes « ASEI » (A pour activité, S pour student-centered – rôle central de l'élève -, E pour expérience, I pour improvisation) et « PDSI » (plan-do-see-improve : planifier-faire-voir-améliorer). On est passé d'un système centré sur l'enseignant à un apprentissage centré sur l'apprenant ; les élèves ont commencé à suivre les cours avec plaisir, ce qui a eu un effet positif sur leurs résultats scolaires. Le projet a convaincu élèves, enseignants et directeurs d'école sur tous les sites où il était mis en œuvre. D'autres départements ayant demandé son application, le gouvernement kényen a décidé de l'étendre à l'ensemble du pays, avec l'appui continu du Japon.

Réseau de formation à l'enseignement des sciences et des mathématiques

Les participants à ce programme de formation ne perçoivent pas d'indemnités journalières car ils en sont eux-mêmes bénéficiaires, même s'il est d'usage qu'ils reçoivent une rémunération dans les pays en développement, y compris au Kenya. Si l'absence de rémunération a provoqué une certaine incompréhension au départ, les doléances ont cessé dès que les stagiaires ont compris l'intérêt de ce programme et qu'ils ont constaté l'accueil favorable que lui réservaient les élèves dans les salles de cours. De plus, une nouvelle mesure consistant à affecter une partie des frais de scolarité versés par les élèves à ce projet et à sa gestion a été introduite au niveau de la formation régionale. Ces efforts ont permis la mise en place d'un système de formation durable et peu coûteux, dont le Kenya assume désormais 40% du coût total.

Une conférence régionale africaine s'est tenue à deux reprises afin de partager l'expérience et les réalisations du Kenya. La réforme de l'enseignement liée au projet SMASSE a donné naissance à un réseau baptisé SMASSE-WECSA (Western, Eastern, Central and Southern Africa : Afrique occidentale, orientale, centrale et australe), mis en place avec 12 pays voisins en juin 2002. Présentée lors du sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg en août 2002, cette organisation est considérée par le Japon comme un partenaire de choix pour l'enseignement des sciences et des mathématiques en Afrique. Le réseau SMASSE semble très bien parti pour accomplir sa mission, qui consiste à étendre à d'autres pays que le Kenya la réforme de l'enseignement de ces disciplines.

Enseignement scolaire des sciences et des mathématiques

(Bureau de la JICA au Kenya)

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Tirer parti de la TICAD

Au cours de l'exercice 2002, la JICA a consacré 20,8 milliards de yens à la coopération technique. Si l'on y ajoute la coopération financière non remboursable (conformément aux échanges de notes), l'aide totale du Japon s'élève à 62 milliards de yens, ce qui en fait l'un des principaux pays donateurs en Afrique.

Les première et deuxième Conférences internationales de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD et TICAD II, en 1993 et 1998) ont été organisées conjointement par le gouvernement japonais, le Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD) et d'autres organisations dans le but d'attirer l'attention de la communauté internationale sur l'importance du développement africain. La troisième conférence (TICAD III) s'est tenue en septembre 2003. Eu égard aux résultats des réunions et au fait que le développement de l'Afrique a pour objectif de réduire la pauvreté, la JICA contribuera activement au renforcement des capacités* sur ce continent, dans chacun des domaines résumés ci-après.

Siège de l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD)

Principales approches

1. Appui au renforcement des capacités

En Afrique, des enjeux tels que la prestation de services administratifs efficaces dans des domaines comme l'éducation, la santé ou le développement agricole et rural, et le renforcement des capacités des populations locales en matière de sécurité et d'amélioration du niveau de vie sont plus importants que dans d'autres régions en développement. Il est donc essentiel de valoriser les ressources humaines au niveau de l'administration et de la société civile. Dans ses interventions sur le continent africain, la JICA accorde la priorité au développement de ces ressources et au renforcement des capacités des institutions administratives et des résidents locaux. Ses efforts s'inscrivent dans une optique de durabilité profondément ancrée dans les communautés régionales.

2. Promotion de la coopération Sud-Sud

L'Afrique est un ensemble de pays et de communautés qui se distinguent profondément les uns des autres. Cependant, nombre de problèmes peuvent être résolus grâce aux efforts concertés de plusieurs pays de la région : l'expérience acquise dans un pays peut servir de modèle pour résoudre un problème analogue dans un autre pays. Exemple : avec l'Institut africain pour le développement des capacités (AICAD), le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ont créé un réseau consacré au traitement des problèmes de la région. L'AICAD mène de nombreuses activités relatives à la recherche, au développement des ressources humaines et à la diffusion d'informations, pour soutenir les initiatives des Africains en faveur d'une réduction de la pauvreté.

Outre la coopération Sud-Sud en Afrique, le partage d'expérience entre l'Asie et l'Afrique en matière de développement peut constituer une approche efficace de l'aide. En effet, les connaissances et les expériences réussies du continent asiatique peuvent être mises à profit en Afrique, même si la situation et le contexte historique des pays concernés diffèrent. Conformément à cette approche de l'aide résultant du processus de la TICAD, la JICA poursuivra ses efforts afin de renforcer les relations de coopération entre ces deux régions, et elle s'efforcera de répondre aux besoins africains dans les domaines où une aide de l'Asie est possible.

3. Collaboration avec d'autres donateurs

Soucieux d'améliorer l'efficacité de l'aide en faveur de la région dans un contexte de difficultés financières, nous nous trouvons aujourd'hui dans une période de transition en ce qui concerne les méthodes d'aide. Dans l'ensemble, les systèmes administratifs des pays africains sont moins fonctionnels que dans d'autres régions du globe en termes de ressources humaines et de finances. L'absence de concertation dans la mise en œuvre de projets par différents donateurs peut engendrer des

difficultés opérationnelles dans les pays bénéficiaires, ce qui finit par nuire au renforcement des capacités. Par conséquent, les gouvernements des pays donateurs et des pays bénéficiaires doivent partager les mêmes stratégies et programmes de développement dans la mise en œuvre de la coopération. À cet effet, beaucoup de pays adoptent des approches s'appuyant sur les cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté (CSLP)* et les programmes sectoriels* depuis la fin des années 1990.

Les CSLP proposent des stratégies de réduction de la pauvreté qui s'inscrivent dans une vue globale du problème à l'échelon national et reposent sur la participation de tous les acteurs : donateurs, États et populations. Ils servent de directives pour le développement avec des plans d'affectation des ressources à moyen terme. La JICA participe au processus de formulation, de mise en œuvre et de suivi des CSLP, tout en mettant l'accent sur l'appropriation par les pays africains.

L'approche par « programme sectoriel », qui est un ressort essentiel du processus CSLP à tous les niveaux sectoriels, est encouragée dans des domaines tels que l'éducation et la santé. La JICA s'efforce d'apporter une aide encore plus efficace grâce à cette approche. Elle s'emploie aussi à résoudre des problèmes comme l'harmonisation des procédures et l'amélioration de la prévisibilité de l'aide. Dans ce cadre, la JICA a lancé en mars 2001 une étude sur le programme de soutien au développement du secteur rural et agricole en Tanzanie. En apportant son appui à l'élaboration d'une stratégie de développement

Sur le Terrain

● Madagascar

Projet de réforme du Centre hospitalier universitaire de Majunga

Projet franco-japonais de coopération technique

Projet de coopération technique

Amélioration des soins médicaux au niveau régional

La province de Majunga, dans le nord-ouest de Madagascar, possède un climat tropical ; durant la saison des pluies, de nombreux villages se retrouvent isolés en raison des fortes précipitations. Il s'agit pour la plupart de communautés défavorisées, et leurs habitants ne bénéficient pas de services médico-sanitaires suffisants. Les installations hospitalières centrales de la province n'ont pas été rénovées depuis longtemps, alors même qu'elles accueillent des patients présentant des pathologies particulières et souffrant de graves maladies. Or, ces malades ne peuvent recevoir les soins dont ils ont besoin ni dans les centres de soins de santé primaires, ni dans les hôpitaux locaux qui ne réalisent que des actes médicaux de base.

En 1999, les gouvernements français et japonais ont lancé conjointement un projet destiné à moderniser le Centre hospitalier universitaire de Majunga, établissement central de la province, et à étendre les services à la collectivité locale. Le développement des équipements médicaux du centre hospitalier est au cœur du projet du côté japonais. L'amélioration de la gestion et de l'exploitation (France), le renforcement du système de référence assurant l'orientation des patients entre l'hôpital et le système régional de santé (Japon), ainsi que l'amélioration des soins aux malades et la prestation de services fiables au niveau local sont autant de missions clairement réparties entre les deux pays.

À la différence des projets de coopération techniques classiques, les experts sanitaires envoyés par la France et le Japon doivent d'une part aider les praticiens locaux de la santé et le personnel en charge des politiques sanitaires à assurer eux-mêmes la réussite du projet, d'autre part travailler en collaboration avec eux pour des activités particulières. Ce projet a gagné peu à peu la confiance de la communauté, et le nombre de patients accueillis à l'hôpital a augmenté. La qualité des soins apportés aux malades s'est constamment améliorée : si un grand nombre d'enfants prématurés succombaient auparavant aux suites d'une pneumonie, la mortalité dans cette catégorie est passée sous la barre des 20 %.

Assistance mutuelle complémentaire

Il s'agissait du premier projet de coopération technique mené conjointement par la France et le Japon dans le domaine sanitaire, de la planification à la mise en œuvre et à l'évaluation. Les pays francophones d'Afrique bénéficient depuis longtemps de l'aide du gouvernement français, et l'infrastructure nécessaire à la coopération technique – formation des ressources humaines, entretien des équipements, etc. – existe déjà. En revanche, du fait que ces pays n'ont jamais été sous la tutelle coloniale du Japon, nous sommes en mesure d'adopter une approche plus neutre. La complémentarité des efforts de coopération de la France et du Japon ne peut que potentialiser les effets de l'aide. Cette nouvelle approche pourra être étendue à d'autres domaines de la coopération et à d'autres pays francophones du continent africain.

(Bureau de la JICA à Madagascar)

Un étudiant de l'université de Majunga interroge un habitant de la province.

et d'un programme sectoriel dans ce domaine, l'Agence entend *renforcer les capacités du gouvernement tanzanien.*

Actions face aux problèmes prioritaires

1. Fixer comme objectif ultime la réduction de la pauvreté

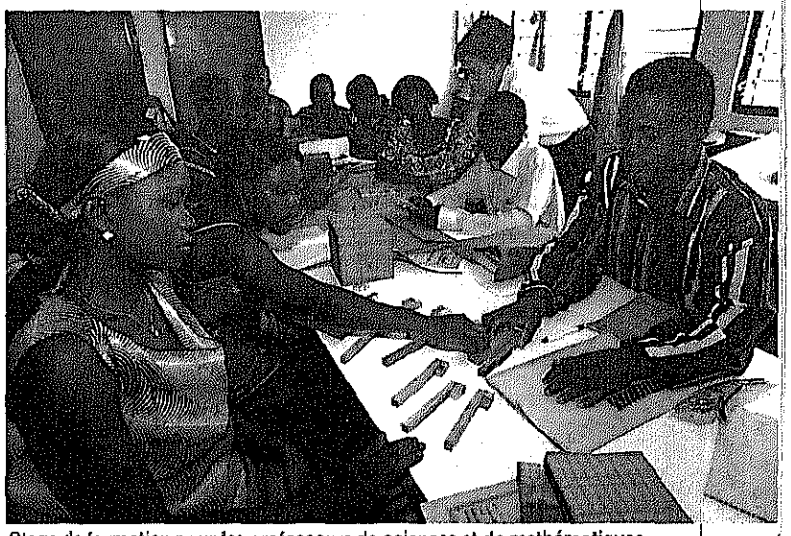
Compte tenu de l'ampleur du problème de pauvreté en Afrique, le développement des secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation, et l'essor de l'économie sont indispensables pour permettre une réduction durable de la pauvreté. Parallèlement à l'aide apportée en matière de développement social, la JICA soutiendra activement les secteurs productifs et les activités qui contribuent à la croissance économique (agriculture, pêche et sylviculture, développement rural, éducation secondaire et formation professionnelle, accroissement des revenus, développement des infrastructures*, etc.) ; elle veillera à ce que ses actions profitent au plus grand nombre.

2. Développement social : coopération centrée sur l'être humain

En matière de santé et de soins médicaux, la coopération se concentre sur l'amélioration des capacités liées à la prévention et au traitement précoce des maladies infectieuses qui constituent un grave problème en Afrique ; à cet égard, l'accent est mis sur le renforcement des soins de santé primaires (SSP). La JICA contribue à améliorer les organisations et les institutions en charge de la santé et des soins médicaux, et elle assure en priorité la formation de praticiens travaillant sur le terrain. En ce qui concerne l'un des problèmes urgents de l'Afrique, à savoir les maladies infectieuses (VIH/sida, paludisme et tuberculose), le Kenya, le Ghana et la Zambie bénéficient de projets destinés à améliorer les capacités des instituts et des laboratoires de recherche ainsi que d'activités d'éducation et de sensibilisation ; l'exécution de ces projets s'effectue en collaboration avec des volontaires et des organisations non gouvernementales (ONG) locales.

Dans le domaine de la distribution d'eau, l'Agence s'efforce d'étendre les projets d'alimentation au niveau régional (notamment ceux qui concernent l'aménagement de puits profonds), conformément aux priorités de la TICAD. Pour renforcer les capacités humaines nécessaires à l'entretien et à la gestion des installations d'approvisionnement et développer l'enseignement de l'hygiène, nous mettons en place une coopération technique destinée non seulement aux ingénieurs, mais aussi aux administrations communautaires, telles que les comités de gestion de l'eau en Éthiopie et au Sénégal.

Les efforts en faveur de l'instruction de base portent non seulement sur la construction d'écoles grâce à une aide sous



Stage de formation pour les professeurs de sciences et de mathématiques au Ghana

forme de dons, mais aussi sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire des sciences et des mathématiques au Kenya, au Ghana, en Afrique du Sud et dans d'autres pays. Depuis quelques années, notre action se concentre sur le renforcement des capacités administratives (étude sur l'état des écoles, amélioration des capacités de planification des administrations scolaires locales, formation des directeurs d'école, etc.) et sur la promotion d'une gestion scolaire impliquant la participation des parents et de la communauté locale.

Dans les foyers africains, la production agricole ainsi que d'autres activités économiques et productives, les tâches ménagères et l'éducation des enfants sont assurées principalement par les femmes. Toutefois, ces dernières sont socialement vulnérables car elles n'ont que peu accès à l'éducation et aux autres services sociaux. Forte de cette prise de conscience, la JICA veille à ce que les femmes bénéficient de ces services tout autant que les hommes et encourage les bénéficiaires de ses activités à participer au processus de développement dans les communautés locales dès les tous premiers stades de la mise en œuvre. Afin d'améliorer notre action et d'encourager l'idée d'appropriation, nous nous efforçons d'introduire des méthodes de développement communautaire participatif*.

3. Réduction de la pauvreté allant de pair avec l'essor de l'économie

Les Africains sont pour la plupart des agriculteurs produisant juste assez pour leur propre consommation. Par conséquent, il importe d'aider à réduire la pauvreté dans les zones rurales en relevant la productivité des petits exploitants et en diversifiant les sources de revenus. La JICA contribue à la conception de programmes de développement agricole en Tanzanie et assure dans le même temps une coopération technique portant notamment sur la diffusion des techniques agricoles auprès des petits exploitants dans des pays comme la Tanzanie, le Kenya et le Ghana.

De plus, dans le contexte de transition économique que connaît l'Afrique, des domaines tels que le développement et le renforcement des structures propres à l'économie de marché,

la promotion du commerce et des investissements, ou encore le développement du secteur privé (et des petites et moyennes entreprises) ont pris une importance capitale. Les efforts d'aide doivent donc se concentrer sur la valorisation des ressources humaines dans ces trois domaines. Comme pour la construction d'infrastructures (routes, ponts, systèmes de télécommunication et de radiodiffusion), l'aide intervient essentiellement sous forme de dons, dans le cadre du programme de coopération financière non remboursable. D'autres actions portent sur la formation de personnel capable d'entretenir et de gérer ces équipements une fois leur construction terminée.

En ce qui concerne l'éducation de base et le développement des ressources humaines, l'accent est mis sur la formation des professeurs enseignant les sciences et les mathématiques dans le secondaire, ainsi que sur la formation professionnelle en général, ces deux facteurs jouant un rôle essentiel dans le développement économique.

4. Bonne gestion des affaires publiques et consolidation de la paix

La bonne gestion des affaires publiques* et la consolidation de la paix sont deux conditions préalables au développement. Compte tenu du contexte historique et culturel des pays africains, il convient de faire reconnaître les principes essentiels du constitutionnalisme, de la démocratie et des droits de l'homme, et d'améliorer la transparence et l'efficacité du gouvernement. De plus, dans une région aussi instable que l'Afrique, il est essentiel de prévenir les conflits en améliorant la conduite des affaires publiques, la reconstruction après le retour à la paix et la consolidation de celle-ci. Si les projets mis en œuvre dans ce domaine sont encore rares, la JICA contribue au développement des régions touchées par l'afflux massif de réfugiés en Tanzanie et à la réinsertion des anciens combattants en Érythrée.

Sur le Terrain

● Niger

Envoi de volontaires JOCV pour enseigner l'éducation physique

Succès à l'actif des JOCV

Volontaires JOCV

Le volley-ball : un sport en vogue

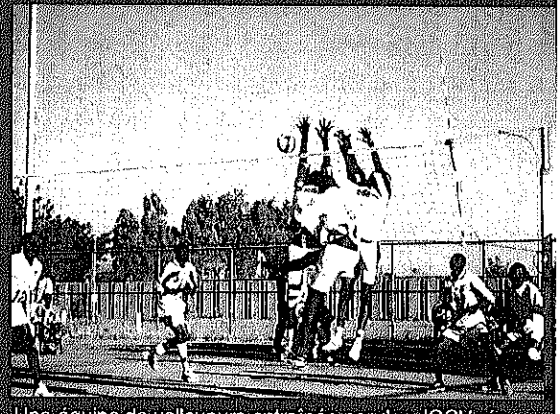
La ville de Dosso au Niger, pays d'Afrique de l'Ouest, est une ville moyenne distante de 130 km de la capitale, Niamey. Le sport le plus apprécié à Dosso est le volley-ball. Lors du premier championnat national de volley-ball qui s'est tenu au Niger en décembre 2002, l'équipe masculine de volley de Dosso a conquis la deuxième place du classement, et l'équipe féminine a remporté la victoire finale. Ces résultats mémorables ont attisé l'intérêt des habitants pour ce sport. Or, c'est un volontaire japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) qui a introduit et popularisé la pratique du volley-ball à Dosso.

En 1994, un volontaire JOCV a été envoyé pour la première fois dans cette ville pour y enseigner l'éducation physique. Le seul sport pratiqué par les habitants de Dosso était le football. Le volontaire a eu l'idée de leur faire connaître le volley ; il a commencé à en enseigner les règles parce que ce sport s'adressait aussi bien aux filles qu'aux garçons, et que le Niger, l'un des pays les plus démunis du globe, possédait les équipements nécessaires. Depuis lors, huit JOCV ont été envoyés dans trois collèges pour y enseigner la pratique du volley dans le cadre d'activités parascolaires. Ils ont poursuivi les efforts de leurs prédécesseurs, dont les résultats sont visibles aujourd'hui.

Les JOCV et leurs élèves

La plupart des joueurs qui sont parvenus en compétition nationale sont entraînés par des JOCV, et certains d'entre eux entraînent à leur tour des élèves plus jeunes. La vogue de ce sport a donné naissance à la Fédération de volley-ball, dont le siège est à Dosso. D'anciens participants à un stage de formation technique au Japon y ont monté leur propre équipe.

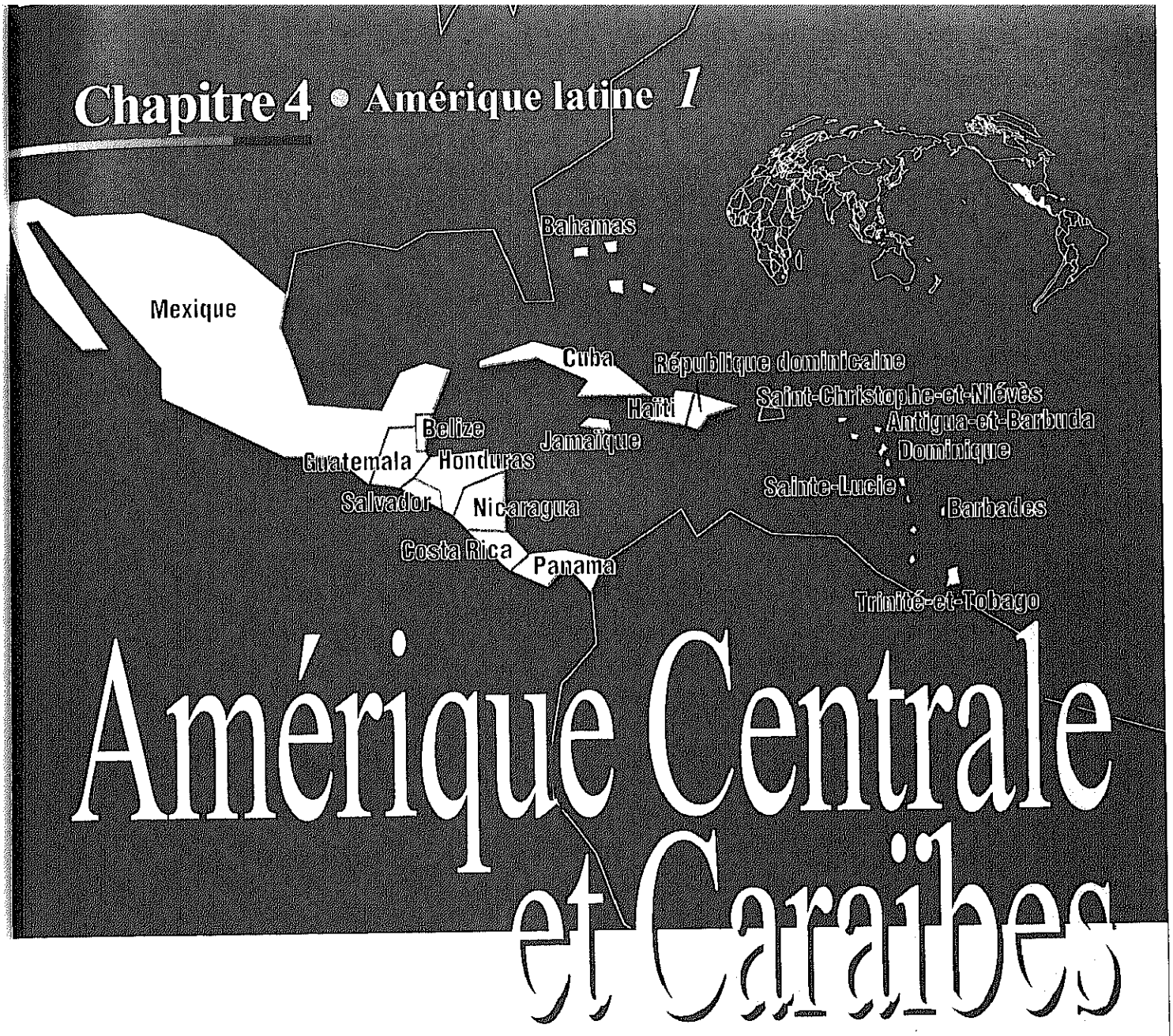
Aujourd'hui encore, des JOCV en mission à Dosso enseignent le volley à des collégiens. Un entraîneur en charge d'une équipe en ville confiait récemment à un JOCV qu'il ne serait pas là s'il n'y avait pas le volley et les entraîneurs japonais.



Une équipe de volleyeurs entraînée par des JOCV réalise de bonnes performances en compétition nationale.

La présence des JOCV parmi les habitants de Dosso n'a pas eu pour seul effet de populariser la pratique et l'enseignement du volley-ball ; tout le monde peut également constater que des liens très forts se sont tissés avec les jeunes joueurs lors des entraînements.

(Bureau de la JICA/JOCV au Niger)



Amérique Centrale et Caraïbes

Piliers de l'aide Renforcement de la coopération mutuelle dans la région

La coopération en matière de ressources humaines et de développement socioéconomique se poursuit en Amérique Centrale et dans les Caraïbes, tout en tenant compte des priorités et des efforts d'auto-assistance des pays bénéficiaires.

1. Promotion de l'aide régionale par la coopération Sud-Sud

Qu'ils soient parvenus à un certain stade d'industrialisation ou qu'ils se trouvent encore dans une situation difficile, les pays de la région sont liés par des langues communes, telles que l'espagnol et l'anglais. Les appels à l'entraide mutuelle sont toujours plus nombreux et la nécessité d'améliorer globalement l'efficacité de l'aide dans le monde s'accroît. Aussi le soutien à la coopération Sud-Sud* dans cette région reste-t-il une priorité importante pour la JICA.

De plus, les pays de la région sont confrontés à des problèmes communs. La JICA envisage par conséquent d'appuyer des projets de coopération régionale efficaces et rationnels pouvant être adaptés et exploités par plusieurs pays. Les domaines tels que la prévention des catastrophes, la lutte contre les maladies infectieuses, l'environnement et la pêche semblent porteurs d'avenir.

2. Mesures de prévention des catastrophes

Par le passé, cette région a connu des cyclones, des tremblements de terre et des éruptions volcaniques qui ont provoqué d'énormes dégâts. Aussi la JICA a-t-elle décidé d'apporter son soutien au renforcement des capacités affectées à la prévention des catastrophes dans une région si souvent touchée par les forces de la nature.

3. Environnement

Dans cette région, la modernisation et le développement industriel et économique ont entraîné de graves problèmes pour l'environnement, notamment la pollution de l'air et de l'eau et la production de substances nocives, ainsi que la concentration excessive de population dans les nébuleuses urbaines. Aussi est-il urgent d'apporter une solution à ces problèmes. La région est par ailleurs dotée de forêts d'une grande diversité biologique* et baignée de deux magnifiques océans. Leur préservation s'inscrit dans le cadre de la sauvegarde du patrimoine naturel de l'humanité.

4. La réaction face à la guerre civile

Les guerres civiles qui ont ravagé l'Amérique Centrale pendant plusieurs décennies ont gravement endommagé les infrastructures* sociales et économiques de la région. Parmi les secteurs particulièrement touchés et pour lesquels une aide s'impose : les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, les services sanitaires et médicaux, l'éducation de base, le développement agricole, la construction de routes et de ponts, ainsi que la démocratisation et l'amélioration de la sécurité publique.

État actuel du développement régional

De petits pays aux nombreux point communs

La région formée par l'Amérique Centrale et les Caraïbes comprend 21 pays, dont huit en Amérique Centrale et treize dans les Caraïbes. Elle couvre une superficie de 2,96 millions de km², soit 2,2 % des terres émergées et compte 164 millions d'habitants, soit environ 3 % de la population mondiale. Les pays de la région sont souvent petits (huit ont un territoire de moins de 10 000 km²) et neuf comptent moins d'un million d'habitants.

L'économie de la plupart de ces pays, fondée sur l'agriculture, demeure tributaire de l'exportation de produits primaires. Bien que le tourisme prospère, les industries, notamment celle de la transformation, sont à la traîne dans l'ensemble de la région. Ces pays sont nombreux à avoir accumulé une dette conséquente et à se trouver encore dans un processus de reconstruction. Même si leur situation s'est améliorée ces dernières années grâce à la longue vague de prospérité économique aux États-Unis, elle reste liée à l'évolution de la conjoncture internationale et aux fluctuations des marchés financiers.

Alliance régionale pour la paix et la sécurité

Les guerres civiles qui ont sévi en Amérique Centrale dès la fin des années 1970 et pendant plus de deux décennies ont ravagé les nations et brisé leur économie, affectant également les pays voisins par des problèmes d'afflux d'armes et de réfugiés. Le processus de consolidation de la paix a débuté dans les années 1990 et, suite à la signature de l'accord de paix final au Guatemala en décembre 1996, tous les pays de la région à l'exception de Cuba ont un gouvernement élu par la voie démocratique. Les infrastructures sociales et économiques de ces pays ont beaucoup souffert de ces années de turbulence. À l'heure actuelle, nombre d'entre eux ont encore des installations inadéquates dans des domaines tels que l'alimentation en eau, les services sanitaires et médicaux ou l'éducation de base. Pour résoudre ces problèmes, l'aide des pays développés est essentielle.

Un expert dispense une formation sur les techniques de pêche en République dominicaine

De plus, à l'automne 1998, l'Amérique Centrale et la région des Caraïbes ont été ravagées par des cyclones d'une ampleur sans précédent, à l'origine d'énormes dégâts. En janvier et en février 2001, des séismes dévastateurs ont frappé le Salvador et entraîné d'incommensurables dommages. La région étant sujette aux catastrophes naturelles, il est donc nécessaire de coopérer sans réserve dans le domaine de la prévention et de la reconstruction si l'on veut surmonter les menaces qu'elles représentent.

Malgré leur petite taille, les États indépendants de la région saisissent l'avantage qu'ils ont de partager les mêmes langues et d'être confrontés à des problèmes urgents similaires. C'est pourquoi ils recherchent des alliances régionales et s'efforcent d'entretenir des relations étroites et solidaires. Depuis 1991, le Système d'intégration d'Amérique Centrale (SICA) s'emploie à coordonner diverses activités dans différents domaines. Président du Mexique depuis décembre 1990, Vicente Fox a proposé en 1991 le « Plan Puebla-Panamá (PPP) ». Il y préconise une alliance des pays d'Amérique Centrale, du sud du Mexique jusqu'à Panama, dont le but est de promouvoir le développement économique par divers moyens d'intégration. Ce plan a fait progresser l'idée d'alliance régionale cultivée depuis 1973 dans le cadre notamment de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), rejointe en 1995 par le Belize et en 2002 par Haïti.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Coopération régionale énergique et soutien à la coopération Sud-Sud – Mexique

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et son adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en mai 1994, le Mexique, qui est à la fois le plus grand pays d'Amérique Centrale et le plus peuplé, a connu une nette amélioration de son statut au sein de la communauté inter-

nationale. Le sud du pays reste toutefois nettement sous-développé. L'État est donc confronté à une tâche importante, à savoir promouvoir efficacement un développement économique intégré avec les pays voisins d'Amérique Centrale. C'est pourquoi la JICA encourage la coopération Sud-Sud* depuis le Mexique afin de faciliter le développement de la région.

Depuis juillet 2000, en particulier, une équipe d'experts de la JICA contribue au renforcement des capacités institutionnelles de l'Institut mexicain de coopération internationale (IMEXCI). Deux projets s'appuyant sur une étude conjointe de la JICA et de l'IMEXCI et s'inscrivant dans le cadre de la collaboration entre la JICA et le Mexique ont été programmés pour l'exercice 2003 : l'un concerne la construction de logements sociaux selon des règles parasismiques, l'autre la protection phytosanitaire au Nicaragua. La JICA a également mis en œuvre cinq programmes de formation pour les pays tiers* au Mexique. Dans ce cadre, un cours sur la gestion des déchets solides et des résidus dangereux, un autre sur le traitement et la réutilisation des eaux usées pour une gestion durable de l'environnement ont été lancés en 2002 en vue de former les techniciens des pays de la région. Parallèlement, la JICA a détaché des spécialistes mexicains en tant qu'experts de pays tiers* à 22 reprises.

Sur le Terrain

• Mexique
Projet d'aide aux petits producteurs de la région de Soconusco, État du Chiapas

Développement rural à l'échelon local

Étude de développement, envoi d'experts, etc.

Village pilote pour le développement

Situé dans le sud du Mexique, limitrophe du Guatemala, l'État du Chiapas est l'une des régions les plus pauvres du pays. Depuis la fin des années 1990, la baisse du prix des produits agricoles a contraint de nombreux hommes d'âge actif à s'établir dans les régions du nord, proches de la frontière avec les États-Unis, ou à émigrer dans ce pays pour y gagner leur vie. Dans un tel contexte, il convient d'organiser le travail des femmes restées sur place, d'améliorer leurs conditions de vie et de mettre en œuvre des petits projets au niveau local. À l'avenir, ces expériences pourraient servir de modèle pour le développement rural à l'échelon local dans la région.

Acquisition d'expérience

En 1998 et 1999, la JICA a réalisé une étude de développement intitulée « Étude sur un projet intégré d'agriculture, d'élevage et de développement rural » dans la région de Soconusco. Cette étude a débouché sur le lancement, en mars 2003, du projet d'aide aux petits producteurs de la région de Soconusco, en collaboration avec le Bureau de développement rural du gouvernement du Chiapas.

Dans le cadre de ce projet, cinq villages ont été choisis en fonction de leur environnement naturel et de la nature des denrées produites ; ils permettront d'élaborer un modèle pour la région. Outre la réalisation d'activités concrètes, ce projet met l'accent sur la compréhension et l'acquisition d'expériences en ce qui concerne les différents aspects d'un projet (objectifs, méthodes de mise en œuvre, gestion opérationnelle, suivi, etc.). Au travers de petits projets comme la production de légumes ou l'aménagement de fours évolués par les collectivités locales, l'Agence entend aider ces dernières à renforcer leurs capacités d'organisation et à accumuler de l'expérience. Autant de compétences indispensables pour mener à bien des projets plus vastes et plus complexes à l'avenir.

Travail en collaboration avec diverses organisations

La mise sur pied d'un projet au niveau local implique la participation des villages concernés, du Bureau de développement rural et d'autres organisations compétentes, ainsi que le renforcement et l'amélioration des systèmes opérationnels de ces dernières. Partant de ce constat, la JICA associe toujours à son travail les villages, les organisations et les populations locales. Elle se heurte pour l'heure au sous-développement du système pour les communautés rurales, à l'absence d'études de situation et au manque de suivi par les organisations chargées de la mise en œuvre. Reste également à convaincre les esprits de la nécessité d'agir à l'échelon local.

Discussion avec des habitantes de l'État du Chiapas

Ce projet, fruit d'une collaboration avec les communautés locales, s'appuiera sur l'envoi d'experts et sur la fourniture de matériels, et il fera intervenir des volontaires. Côté mexicain, on envisage la participation des universités locales, d'étudiants et d'organisations non gouvernementales (ONG).

(Bureau de la JICA au Mexique)

Les domaines prioritaires pour l'aide fournie au Mexique ont été confirmés par les gouvernements japonais et mexicain en novembre 2001, à l'occasion de consultations sur la politique à mener dans ce cadre. Outre la coopération Sud-Sud, les priorités portent sur la réduction des inégalités au sein des régions ainsi que des écarts entre riches et pauvres, le développement industriel et régional, la maîtrise de l'environnement et la protection du milieu naturel.

Intervention rapide en cas de catastrophe – Salvador

En janvier et février 2001, deux formidables séismes ont dévasté le Salvador. La JICA a aussitôt envoyé des équipes japonaises de secours d'urgence (JDR) dans les zones concernées puis des experts sur l'érosion sédimentaire et la prévention des glissements de terrain au cours de l'exercice 2001.

En août 2001, la JICA a envoyé une mission d'étude de confirmation de projets au Salvador alors même que la reconstruction était en cours. Elle a permis de réaffirmer que les domaines prioritaires de l'aide étaient bien la réactivation du secteur industriel, le développement social, l'environnement et le soutien au processus de démocratisation.

Une étude du plan détaillé est par ailleurs en cours dans le cadre d'un projet financé par un prêt d'aide publique au développement (APD) concernant le développement du port de La Union. Ce projet devrait contribuer à stimuler l'activité économique de la zone orientale et des pays voisins.

Le Salvador mise beaucoup sur le SICA comme partenaire potentiel de la coopération régionale pour la promotion d'un développement efficace. Dans ce contexte, la JICA a détaché un expert auprès du Secrétariat général du SICA (SG-SICA).

Soutien à la reconstruction du pays le plus pauvre d'Amérique Centrale – Nicaragua

Le Nicaragua est le pays au niveau de revenu par habitant le plus faible d'Amérique Centrale, et une grande partie de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. En 2001, comme d'autres pays lourdement endettés, le Nicaragua a essayé d'obtenir une aide plus importante de la communauté internationale en élaborant, avec la participation de sa population, un cadre stratégique de lutte contre la pauvreté* (CSLP).

Le Japon et le Nicaragua ont défini comme domaines prioritaires de l'aide le développement rural et agricole, la santé et les soins médicaux, l'éducation, le réseau routier et l'infrastructure des transports, le soutien au processus de démocratisation et la prévention des catastrophes. Dans ce contexte, la coopération technique de la JICA privilégie le renforcement du système de soins de santé au niveau régional et l'amélioration de l'assainissement pour les habitants de la province de Granada. L'Agence étudie par ailleurs la possibilité d'étendre sa coopération au perfectionnement des techniques d'élevage et d'agriculture, qui pourrait revitaliser l'économie du Nicaragua et contribuer à son développement durable.

Soutien à la réconciliation nationale – Guatemala

Depuis la signature des accords de paix entre le gouvernement et l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) en décembre 1996, des efforts ont été accomplis au Guatemala pour la reprise et la bonne gestion de la vie démocratique. Les problèmes à traiter sont nombreux, notamment la domestication du milieu naturel hostile (régions montagneuses), la sécurité et la réconciliation inter-ethnique.

En mars 2001, la JICA a lancé une étude de confirmation de projets impliquant des discussions sur les politiques. Cinq domaines prioritaires ont été confirmés : éducation, santé et assainissement, amélioration des infrastructures, sécurité publique, systèmes judiciaire et administratif. L'importance du secteur agricole a également été soulignée.

Dans le secteur de l'éducation, l'Agence soutient l'enseignement primaire pour les jeunes filles de la population autochtone, et au cours de l'exercice 2002, elle a mis en œuvre une étude d'évaluation ex ante sur un projet d'amélioration de la gestion scolaire, en collaboration avec la population locale.

Dans le domaine des soins de santé, des experts et des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) ont été envoyés afin de promouvoir les mesures d'élimination de la maladie de Chagas, très répandue dans les foyers démunis. Ces activités ont donné des résultats encourageants. Durant l'exercice 2003, la JICA a commencé à préparer le lancement du projet destiné à étendre ces mesures aux pays voisins. En 2002, une étude sur les soins de santé de base a permis d'évaluer les possibilités de coopération au niveau régional dans le domaine sanitaire.

Pour une coopération efficace – Honduras

Le Honduras est avec Haïti et le Nicaragua l'un des pays les moins développés de la région. Ses besoins sont immenses, en partie suite aux dégâts considérables causés par les cyclones. Le Japon lui fournit une aide dans divers domaines, priorité étant donnée à l'amélioration des infrastructures, l'amélioration des conditions de vie de base, la promotion de secteurs clés tels que la pêche et l'agriculture, le développement des ressources humaines. Malgré l'ampleur de l'aide apportée par différents pays et par les institutions internationales, les indicateurs économiques n'ont enregistré qu'une faible amélioration jusqu'à présent ; il importe donc d'appliquer les mesures spécifiques du cadre

stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) élaboré en 2001 par le gouvernement du Honduras. La coordination entre les donateurs* et les organismes internationaux participant à cette tâche revêt une importance croissante.

En 2002, la JICA a lancé un projet concernant l'amélioration des méthodes d'enseignement des mathématiques, prolongement d'efforts antérieurs dans le domaine de l'éducation primaire.

Dans le secteur agricole, principale activité du pays, des experts sont également détachés en mission de longue durée pour étudier les améliorations apportées à la circulation des produits. Comme d'aucuns l'ont souligné, il est important de montrer que les régions déshéritées peuvent être des exemples de réussite en matière de développement. Ainsi dans les réunions de donateurs, la JICA s'engage-t-elle activement en faveur de projets de coopération intégrant un ensemble d'activités dans plusieurs domaines.

Efforts singuliers à la tête de la région – Costa Rica

Le Costa Rica possède un système éducatif d'un niveau relativement élevé et un système de sécurité sociale bien organisé. C'est aussi le pays d'Amérique Centrale où la démocratie est la plus stable. Le Centre de formation des instructeurs et agents techniques pour le développement industriel de l'Amérique Centrale, bâti grâce à la coopération financière non remboursable du Japon, a démarré ses activités par un projet de coopération technique et par un programme de stage pour les pays tiers. Il s'est ensuite consacré au lancement du projet d'amélioration de la productivité des entreprises en janvier 2001. Un autre projet axé sur la gestion durable de l'environnement et sur l'utilisation rationnelle des ressources marines vivantes a démarré récemment : il s'agit du projet relatif au plan de gestion durable de la pêche dans le golfe de Nicoya. Par ailleurs, en organisant des stages sur des thèmes tels que les mesures

Sur le Terrain

• Honduras
Le projet d'amélioration des méthodes d'enseignement des mathématiques

Augmenter le taux d'achèvement des études primaires

Volontaires JOCV

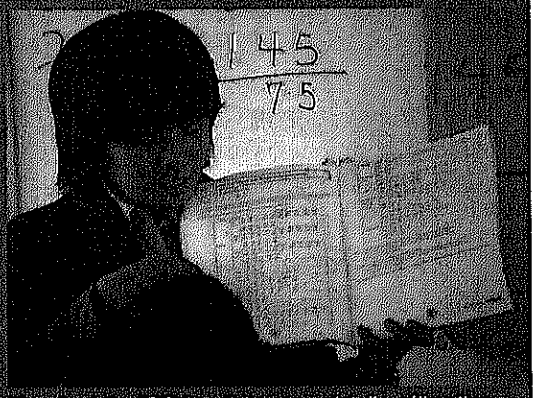
Amélioration de la formation universitaire des maîtres à l'échelle nationale

Si le Honduras affiche un taux de scolarisation primaire supérieur à 90 %, le taux d'achèvement des études dépasse à peine la barre des 60 %. Le manque de formation et de connaissances théoriques des maîtres y est pour beaucoup.

Durant 13 ans et jusqu'en 2002, 58 professeurs volontaires JOCV ont été les principaux artisans du « Projet Mathématiques » : ils ont permis à 20 000 enseignants d'écoles primaires honduriennes de perfectionner leurs connaissances. Le Honduras s'est réjoui de la coopération japonaise ; l'expérience accumulée a conduit au lancement du projet d'amélioration des méthodes d'enseignement des mathématiques.

Ce projet s'articule autour d'activités comme l'élaboration d'orientations pour les enseignants et de manuels pour les élèves, ou la formation des maîtres à l'utilisation de ces outils. Des experts, des volontaires seniors et des JOCV participent à la création de matériels pédagogiques ; au total, ils ont passé plus de 5 000 heures à les tester auprès des différentes classes, en collaboration avec le personnel hondurien. La formation est dispensée sous forme de conférences universitaires, pour les classes allant du cours préparatoire à la sixième. D'une durée de 440 heures, elle s'étale sur quatre ans ; vingt-six prêts sont agréés par l'université. Les participants à ce programme de formation ont la possibilité de passer un diplôme universitaire en suivant un cursus complémentaire.

Ces activités ont démarré l'an dernier, avant même le lancement du projet de coopération. Le ministère de l'Éducation et l'Université des sciences de l'éducation, les deux principales institutions impliquées dans la mise en œuvre de ce projet, sont optimistes au regard du suivi réalisé jusqu'à présent, et des résultats des tests théoriques et pratiques passés par les maîtres. L'Agence prévoit d'étendre la méthodologie et les matériels didactiques utilisés pour ces projets à l'ensemble du pays, dans le cadre de nouveaux cursus de formation des maîtres et de programmes de perfectionnement des connaissances à l'intention de nouveaux enseignants. Au total, 38 000 maîtres et 1,2 million d'étudiants devraient en bénéficier sur tout le territoire hondurien.



Un volontaire JOCV participe au projet d'amélioration des méthodes d'enseignement des mathématiques

(Bureau de la JICA au Honduras)

efficaces pour faciliter la réinsertion sociale des détenus, le Costa Rica exploite son statut particulier de chef de file de la fourniture d'aide dans la région, tout en étant bénéficiaire de la coopération japonaise.

Vastes activités de développement centrées sur le canal – Panama

L'année 1999 a été mouvementée pour le Panama, avec un changement de régime et la rétrocession du canal par les États-Unis. En 2000, la réduction des inégalités sociales et des disparités entre les régions, le développement durable* de l'économie, la protection de l'environnement et le soutien au canal et aux régions avoisinantes sont restés les domaines prioritaires de l'aide.

La protection de l'environnement relative à la sauvegarde des sources alimentant le canal, constitue aussi un problème d'importance. Dans ce cadre, la JICA a lancé en 2000 le projet de conservation des bassins versants du canal de Panama (projet de coopération technique). Privilégiant l'essor de l'industrie des services et le développement des villages ruraux déshérités, et tirant parti du statut particulier du pays sur le plan des transports maritimes dans le monde, la JICA a détaché des experts dans divers domaines : politique de développement économique, administration portuaire et revitalisation des structures des organisations agricoles.

Dans le cadre de l'amélioration du système de prévention des catastrophes en Amérique Centrale, le Centre de coordination pour la prévention des catastrophes naturelles a été institué au Panama. Au cours de l'exercice 2002, la JICA a envoyé des experts en mission de longue durée dans ce centre, ce qui témoigne de sa volonté de coopérer activement à la prévention des catastrophes, une préoccupation commune à tous les pays d'Amérique Centrale.

Pays présentant des différences et des points communs – Caraïbes

La plupart des pays des Caraïbes sont petits avec une population peu nombreuse, et leur indépendance est récente. Comme le revenu par habitant y est assez élevé et l'échelle de l'économie réduite, la coopération japonaise n'y a jamais été très importante.

Pour être efficace dans cette région regroupant un grand nombre de petits États, la coopération doit se fonder sur une perspective régionale de développement face à des enjeux communs et exploiter les ressources d'organisations telles que la Communauté des Caraïbes (CARICOM).

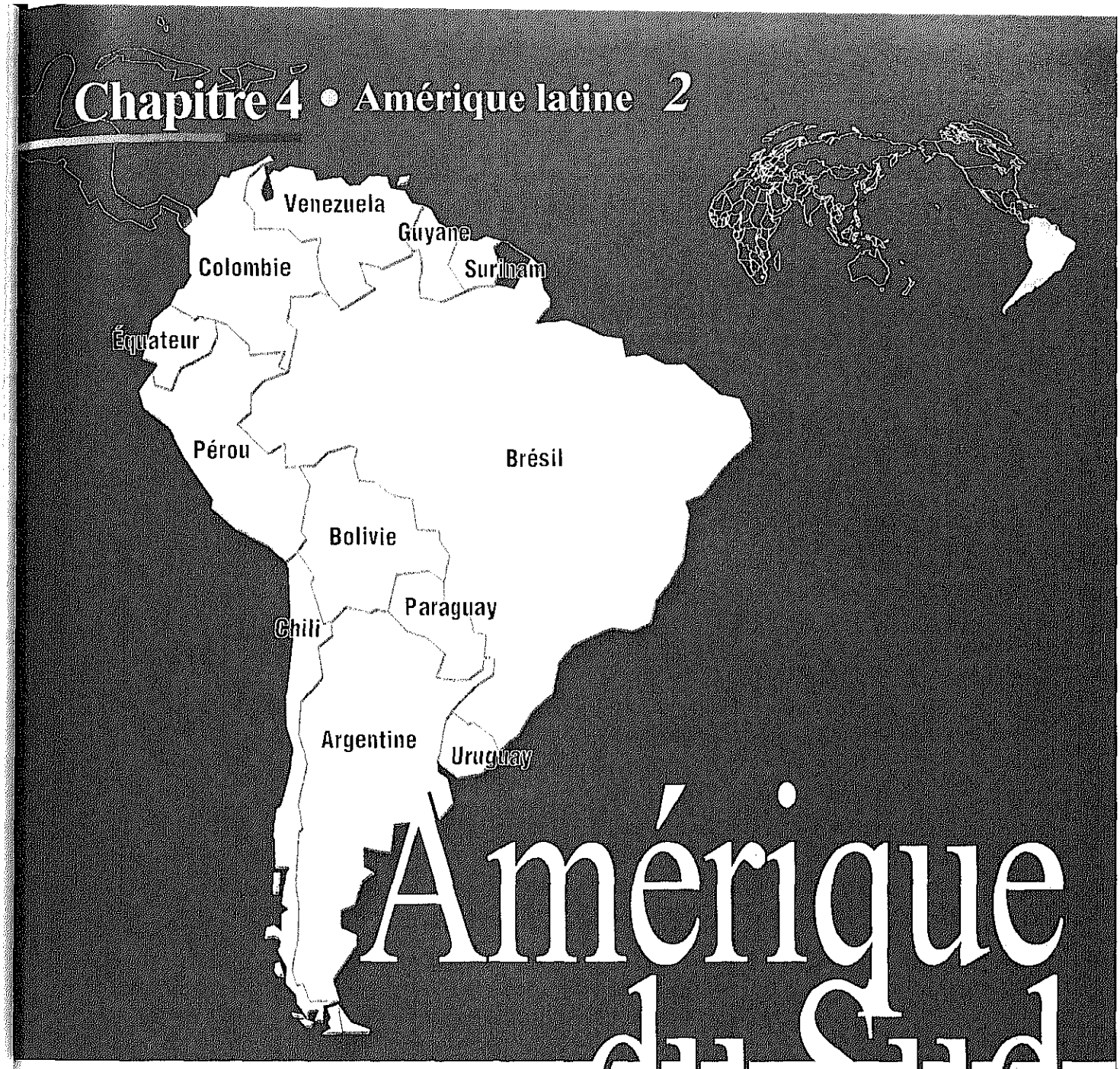
Les cyclones étant récurrents, il convient de prendre en compte le problème des inondations. Afin d'étendre la coopération de l'Agence des Caraïbes pour l'intervention d'urgence en cas de catastrophe (CDEAR), localisée à la Barbade, la JICA a lancé un projet de coopération technique intitulé « Prévention des catastrophes aux Caraïbes ». L'objectif est de dresser et diffuser des cartes sur les risques d'inondation dans les seize pays membres du CDERA, dont la Jamaïque, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et Trinité-et-Tobago. Des formations axées sur les spécificités des Caraïbes ont eu lieu au Japon, dans le but d'améliorer les systèmes de santé et la gestion des ressources marines dans cette région.

Outre l'aide par pays, les formes de coopération susceptibles de bénéficier à l'ensemble de la région ont été prises en considération. On retiendra par exemple les « Mesures pour une exploitation durable des ressources marines » ; ce projet de coopération lancé par la JICA en septembre 2001 s'adresse à 10 pays dont la Jamaïque. Au cours de l'exercice 2002, des stagiaires des pays concernés ont été accueillis à l'Institut caribéen de développement et de formation pour les pêches (CFTDI), à Trinité-et-Tobago, pour suivre une formation sur la pose de filets fixes à petite échelle et sur les techniques de transformation des produits d'aquaculture. Dans le même temps, un expert s'est rendu à la Barbade à des fins de conseil technique.

La Jamaïque est le plus grand pays anglophone des Caraïbes et ses relations avec le Japon sont toujours plus étroites. La JICA axe ses efforts sur l'envoi de volontaires et la coopération technique. Elle s'attache plus particulièrement au renforcement des soins de santé dans la région méridionale et à l'envoi de volontaires JOCV.

La République dominicaine accueille de nombreux émigrés du Japon. Désireuse de contribuer largement au développement du pays avec la participation active des émigrés japonais et de leurs descendants, la JICA apporte son aide plus particulièrement dans les domaines de l'agriculture, de l'éducation, de la santé et des soins médicaux. Parmi les domaines d'aide prioritaires, citons l'amélioration des infrastructures, la santé et les soins médicaux, l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'éducation et l'environnement. L'Agence a réalisé une étude de confirmation de projets, afin d'identifier l'orientation à donner à l'aide à moyen terme et notamment les questions à traiter en matière de développement, en fonction de ces différents domaines prioritaires.

Dans le secteur agricole, sur lequel la JICA a plus particulièrement axé ses efforts, deux initiatives ont été lancées : l'étude sur le développement rural intégré des régions anciennement plantées de canne à sucre (étude de développement) et le projet d'amélioration de la technologie pour la culture irriguée (projet de coopération technique). En ce qui concerne l'environnement, l'aide se développe, au travers notamment de deux interventions : l'étude du plan directeur sur la gestion du bassin versant de la région haute du barrage de Sabana Yegua et l'amélioration du réseau d'égouts et de l'environnement dans la ville de Santiago (étude de développement).



Amérique du Sud

Piliers de l'aide Projets axés sur cinq problèmes prioritaires

Si nombre de pays d'Amérique du Sud enregistrent une croissance économique non négligeable, ils se heurtent néanmoins à toutes sortes de difficultés : écarts entre les *revenus, disparités régionales, détérioration* de l'environnement et sécurité publique. Il est donc nécessaire de continuer à soutenir leur développement socioéconomique par des moyens financiers, techniques et humains.

La JICA met en œuvre des projets axés sur les enjeux suivants :

1. Développement d'un environnement favorable à l'investissement et resserrement de la collaboration avec le secteur privé
2. Prise en compte de divers problèmes urbains (pauvreté urbaine, pollution, etc.)
3. Exploitation rationnelle des ressources souterraines, maintien et amélioration des capacités de production alimentaire, protection de l'environnement naturel
4. Promotion de la coopération intrarégionale et des programmes d'intégration régionale
5. Collaboration avec les communautés japonaises à l'étranger (Nikkei)